



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre le trafic de stupéfiants

Question au Gouvernement n° 912

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. Joaquim Pueyo. Monsieur le Premier ministre, lundi, une dizaine d'individus ont semé la terreur dans un quartier de Marseille. Arrivés à plusieurs voitures, ces hommes vêtus de noir et lourdement armés ont tiré à plusieurs reprises. Ils ont osé mettre en joue les policiers qui intervenaient pour mettre fin à cette situation totalement intolérable sur le territoire de la République. Un homme, lié au trafic de drogue qui gangrène ce territoire, aurait été enlevé durant cette opération.

Les narcotrafiquants ont une nouvelle fois prouvé qu'ils n'avaient aucune considération pour les lois qui fondent notre pacte républicain. Je ne souhaite pas, comme l'explique Élisabeth Badinter, qu'une « contre-société » s'installe dans certaines banlieues.

M. Fabien Di Filippo. C'est pourtant le cas !

M. Joaquim Pueyo. Au-delà de cette violence se pose à nouveau la question du trafic de stupéfiants. Nous ne découvrons pas qu'existent en France des lieux où les trafiquants imposent leurs lois et terrorisent les habitants dans leur vie quotidienne. Tout cela engendre insécurité, violence et destruction du lien social. La France ne doit pas s'habituer à cet état de fait.

Dans ces conditions, ne faut-il pas repenser nos politiques envers les drogues ? La simple prohibition ne nous conduit-elle pas dans l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui ? Il est temps de lancer un grand débat sur cette question de société. Nous devons également rappeler notre devoir envers les habitants de ces quartiers, qui ne peuvent continuer à vivre dans des zones de non-droit où la sécurité n'est pas garantie.

Hier, le Président de la République a évoqué le lancement en juillet d'un plan de mobilisation générale pour lutter contre les trafics internationaux de drogue. Cependant, il est tout d'abord primordial de rétablir la sécurité et l'autorité de l'État. Toutes les actions indispensables de prévention, en lien avec le milieu associatif et les pouvoirs publics, que nous menons depuis de nombreuses années, ne pourront être efficaces sans cet impératif premier.

Ma question sera donc simple : que comptez-vous faire pour assurer l'équité territoriale au sein de la République et renforcer l'autorité de l'État ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe NG.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

M. Christian Hutin. Quel temps fait-il à Lyon ?

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur . Monsieur Pueyo, je partage totalement votre avis.

M. Laurent Furst. Vous allez peut-être rejoindre le PS !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Il ne peut y avoir de territoire où les lois de la République ne s'appliquent pas.

M. Christian Jacob. Notre-Dame-des-Landes !

M. Gérard Collomb, ministre d'État. Je dois dire que dans un certain nombre de quartiers, nous partons de loin. Avec la police de sécurité du quotidien, nous disons que la politique de sécurité doit s'appliquer dans chaque territoire de manière différente. Dans certaines villes, les cambriolages constituent la première forme de délinquance. Dans d'autres, comme à Marseille, des quartiers sont gangrenés par les trafics de stupéfiants.

M. Aurélien Pradié. C'est une réponse de sociologue !

M. Gérard Collomb, ministre d'État . Alors, oui, comme l'a dit le Président de la République, dans ces villes et dans ces quartiers, nous allons mettre tous les moyens, de manière à pouvoir mener des enquêtes, à remonter les filières, à commencer par le haut pour faire tomber les chefs des trafics et à descendre aussi vers le bas de la filière.

Vous savez que la réforme de la procédure pénale nous autorisera la forfaitisation des petits actes de délinquance : ainsi, il y aura une sanction, une punition, et donc un exemple, dès la première défaillance. C'est comme cela que nous réduirons les trafics de stupéfiants en France. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Christian Jacob et M. Pierre Cordier . Bla-bla !

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 912

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [24 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 mai 2018](#)